

## BGE 13 I 109

Bundesgericht (BGE), 1887-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_13\\_I\\_109](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_13_I_109)

FR: ATF 13 I 109

IT: DTF 13 I 109

### Volltext

108 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. I. Abschnitt. Bundesverfassung. gefellfd)aft in .2iqui'ilation aber ",erbe id)on nad } cii)ifrec'f)tnc'f)en @rnnbfäijen bag biß~erige ~omiaH berfeIben nic'f)t aufge~.olien. mac'f) fteuerc'f)tlic'f)en @run'ofäijen bann i).ollen'ilg fei eg giinAlic'f) gered)tfertigt, baß 'oie in ~ern in Biqui'oati.on liegenbe @ein~anblung Der St.olldtibgefellfd)aft tG. mßt~ligberger & ~te. b.ort am tGiije beß @efd)äfteß aur tGteuet ~erange~.ogen ",erbe, ",ii~ren'o allerbingg ber ~Mumnt 'oie tGteuer I>on feinem @e-fd)ijftßbetriebe in m~on an biefem Drte AU beaa~len ~a"6e. ~er mduent ~abe ~ubem 'oie tGteUet~ll~eit ber "6ernifd)en }Be~.örben burd) feine @ingabe an bag ~egierungftatt~alteramt mern \lom 17. ~uguft 1886 feflift anerkannt, ba bieie @ingabe nnr gegen baß IDläü, nid)t gegen bag ~rinAi~ ber tGteueranlage gerid)tet let. D6 bag @ein~anb(ungßgef)ijft tG. ~öt~lißberger & ~ie. in Biqui'ilathm AU ~.od) I>eranlagt fei, ~abe baß 5Bunbeggetid)t nid)t ~u ~rüfen. ~emnad) werbe beantragt: @ß lei tG. ~iit~lißberger mit feiner }Befc'f)werbe ",egen ~.o~elbteuernng ab~u~ ",eifen. D. ~er tGtaatgrat~ beg Stantong @aabt, ",eId)em ~ur \$er~ ne~mlaffung ebenfalls @elegeneit gegeben ",urbe, bemerk, ~afi er ~d) ~u ",eltern tGd)rHten nid)t I>cranlaut fittbe, ba feme tGteuerbered)tigung nid)t angeford)ten Werbe. ~aß mun'ileßgerid)t ~ie~t in @r",iigu ng: 1. ,Sum mad)",eife einer bun'ilegwibtigen ~.o:p:peIbteuerung Ift nad) ",ie'iler~.olten @ntfd)eibungen beg munbeßgerid)teß nid)t er forb erlid) , bau barget~an ",erbe, ban ».om gleid)en tGteuer-.objdt in me~reren Stant.onen gteid)öeitig eine tGteuer ",hflid) er~.oben ",irb. \$ieIme~r tft eine bunbeßred)tlic) uI~uläfftge ~.ol'~elbteuernng fd).on bann ~.orf}an'iJen,wenn ein tGteuet- nbjeft in einem Stant.on öUt tGteuer f}etange~ogen ",irb, ",ii~renb iJa~felbe, nad) bunbe~red)md)en @tunl)fii~en, bet tGteuet~o~eit eil le~ anbern Stant.onß unterfte~t. 2. ~llein im i).orliegenben tralle ift nun nid)t 'iJarget~an,. '04113 ~efurrent im stant.on metn für ein tGteuerobjekt Aur tGteuer ~erange~ogen werbe, ",eld)eß Bun'ce~red)tHd) ber tGteuer~.o~eit beß Stant.onß ?maabt unter~tl.orfeI1 wäre. ~er ~efurrent ",irb in }Bem alß Biquibatot Der bort 'iJemi~Hirt ge",ef eneu @ein~anb. lung tG. ~ötf)n~6erger &: ~ie. besteuert. ~iefe ~alIblung IU. Doppelbesteuerung. No 22. 109 a"6et unterfte~t ge",iu, aud) nod) im BiquibatiengAuftanbe, ber tGteuer~e~eit beß Stanton~ metn, ",.0 baß @efd)ijft feinen Si\$ ~atte; benn biefet tGiij ift 'ourd) ben @intritt ber @efellfd)aft in .2iquibati.on feineß",egß .o~ne ",eitet~ altfge"~oben ",otben. maU aber 'oie .2iquibati.on bet aufgelßßten @efellfd)aft gän~nd) beenbigt fei, 'oie un~edauft gebliebenen @aarenbortät~e bet- felben \lem ~efuttenten :petfönlid) ubernommen unb nad) bem Drte ieineß ~erfönn)en ~omi~iIß, m~.on, ber"6rad)t w.orben feien u. f. ". , ~at ber ~efurrent ielbft nid)t be~u"tet; eß ",trb \lieIme~r feftge~alten ",er'iJen müHen, ban ba~ ?mein~anblngß- gefd)äft ber aufgelißßen St.ollem~gefellfd)aft in merI1, ",enn aud) nur ~um ,S",ede ber Biquibatt'.on, nod) fortbdrieben wirb nnb alf.o bort ber tGteuer unterw.orfen ift. Db l.obal111 'oie "6erniid)en tGtenet"6e~iirben ben @rwerb Diefelß @efd)ijfte~ tid)tig ta~irt ~aben, ent6i('~t pd) ber mac'f)~rüfung be~ munbeßgetid)teg.

~emnad) ~at baß ~unbeggetid)t edannt: ~ie mefd }",erbe ",irb al~ unbegrünbet abgewiefen.

22. Arrêt du 14 Mai 1887 dans la cause hoirs Eynard. W. Feodor Eynard, né en 1837, et décédé à Genève le 20 Mars 1886, était ressortissant des cantons de Vaud et de Genève. A partir de 1872 jusqu'en Octobre 1884, il était domicilié à Rolle, dans la villa de Fleur d'Eau, faisant partie de la campagne de Beaulieu, appartenant à sa mère; pendant ce temps, il a payé à Rolle les impôts et y a exercé ses droits politiques. Dans le courant de Décembre 1884, F. Eynard fit transporter à Genève, où il avait loué un appartement des Octobre précédent, le mobilier qui garnissait son appartement de Fleur d'Eau. Il tomba malade à Genève et reçut, des Avril à Août 1883, les soins du Dr Spiess. 110 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. I. Abschnitt. Bundesverfassung. Le 27 Août 1883, F. Eynard retourna à Rolle, et y resta jusqu'au 12 Novembre suivant, en visite chez sa mère à Beaulieu; rentre à Genève à cette dernière date, il y demeura jusqu'à son décès, survenu le 20 Mars 1886. F. Eynard a payé dans le canton de Vaud l'impôt mobilier pour 1885, et son fondé de pouvoirs, M. Duchosal, a également fait sa déclaration d'impôt dans le canton de Vaud pour 1886. Le fisc des deux cantons de Vaud et de Genève ayant revendiqué les droits sur la succession de F. Eynard, les hoirs Eynard ont soumis au Tribunal fédéral la question de savoir à qui ces droits doivent être payés; en d'autres termes de décider la question où le défunt doit être considéré comme ayant eu son domicile au moment de son décès. Dans leurs mémoires, les deux cantons de Vaud et de Genève s'attachent à prouver que ce domicile se trouvait, à cette époque, sur leur territoire respectif. Statuant sur ces faits et considérant en droit : 1° Le code civil genevois contient, en matière de changement de domicile, les dispositions suivantes : « Art. 103. Le changement de domicile s'opérera par le » fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement. » « Art. 104. La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite, tant à la municipalité du lieu » qu'on quittera, qu'à celle du lieu où on aura transféré » son domicile. » « Art. 103. À défaut de déclaration expresse, la preuve » de l'intention dépendra des circonstances. » Les art. 27 et 28 du code civil vaudois sont identiques aux art. 103 et 104 ci-dessus, et l'art. 29 ajoute (à défaut de déclaration expresse, le nouveau domicile sera censé » établi par le fait du séjour et le transport du principal » établissement, depuis une année révolue. ») 2° Il est évident que cette dernière disposition n'est pas applicable au canton de Genève, ni décisive en matière de rapports intercantonaux ; les questions se résoudront dans l'esprit de l'art. III. Doppelbesteuerung. N° 22. 111 pièces sont, ainsi que de nombreux arrêts du Tribunal fédéral l'ont décidé dans des cas analogues, uniquement destinées à savoir si F. Eynard a eu l'intention de quitter son domicile de Rolle et de le transporter à Genève, et s'il a en effet donné suite à cette intention en transportant en fait son établissement principal à Genève. 3° F. Eynard n'a fait, à cet égard, aucune déclaration, ni à Rolle ni à Genève; en sa qualité de citoyen des deux cantons, il n'avait pas à solliciter de permis de séjour. Il n'a pas davantage retiré de Rolle ou déposé à Genève ses papiers de légitimation. Cette circonstance n'est toutefois point décisive en la cause, l'intention de transférer son domicile pouvant résulter, et résultant en effet dans la plupart des cas, de ce qu'une personne abandonne en fait sa demeure précédente et la transporte dans un autre lieu, - à la condition, bien entendu, qu'il ne s'agisse pas seulement d'une absence temporaire ou momentanée. À cet égard, il est constant dans l'espèce qu'antérieurement à 1884, F. Eynard passait chaque année à Genève quelques mois d'hiver ; il n'a toutefois pas été allégué qu'il y avait loué d'appartement jusqu'à cette date, ni qu'il y ait transporté son mobilier, tandis que vers la fin de l'année, il a pris dans cette ville un logement à loyer et l'a garni avec les meubles qui se trouvaient jusqu'alors à Rolle, et qui n'y ont jamais

ete reintegres. Il est egalement etabli qu'a partir de la meme date, F. Eynard n'a plus habite la villa Petit Fleur d'Eau, mais que c'est chez sa mere a Beaulieu {ju'il est reste pendant le dernier sejour qu'il a fait a Rolle, d' Aout a Novembre 1885, et, enfin, qu'il n'est plus revenu dans cette derniere commune jusqu'a sa mort. 4° Le transfert du domicile de F. Eynard a Geneve resulte deja de ce qui precede, a moins que des circonstances decisives ne militent en faveur du contraire. Tel n'est toutefois pas le cas: la circonstance que le dMunt n'avait pas ete inscrit sur les registres electoraux de Geneve s'explique par le fait qu'il n'y avait pas fait de declaration de changement de 11Z A. Staatsrechtliche Entscheidungen. 1. Abschni tt. Bundesverfassung. domicile, et il n' est point allegue qu'i! ait exerce ses droits ~lectoraux a Rolle posterieurement a Octobre 1884. La cir- constance que F. Eynard n'a pas ete soumis a l'impöt mobi- lier a Geneve jusqu'en 1886 s'explique par l'allegation, en- tierement digne de foi, que les autorites genevoises igno- raient alors le fait du transfert de son domicile sur le terri- toire de ce canton. 5° Le canton de Geneve ne reclamant d'ailleurs point l'impöt pour 1885, lequel a ete per/lu par Je canton da Vaud, il n'y a point arechercher ou le dMunt avait son do- micile pendant la dite annee, mais uniquement ou ce do- micile se trouvait au moment de son deces, soit le 20 Mars 1886. Or il resulte des faits constates ci-dessus que ce domicile etait incontestablement Geneve. II est sans importance, a cet egard, que le regisseur des biens de F. Eynard ait rempli au nom de celui-ci un formu- laire vaudois d'impöt mobilier pour 1886; e'est en effet sans mandat que },l. Duchosal a procede a eet acte, et le dit im- pöt n'a point ete paye. Au surplus, l'intention positive du dMunt de transferer son domicile a Geneve ressort a l'evidence des declarations, produites au dossier, de MM. Duchosal, Baumann, syndic de Rolle, et Georges Martinoni, au dit lieu, rapprocMes des faits deja signales. A cela s'ajoute que l'Etat de Vaud declare lui-meme que F. Eynard se trouvait au nombre des personnes residant une partie de l'annee a Geneve, et une partie dans Je eanton de Vaud, et dont l'impöt mobilier est partage entre les deux cantons au prorata du sejour du contribuable sur leur terri- toire respectif. Or il parait se justitier, encore a ce dernier point de vue, que l'impöt sur la succession du defunt soit perl.m par le canton ou celui-ci avait son domicile lors de son deces, alors qu'il ne possMait plus ni appartement, ni objets mobiliers quelconques sur le territoire de l'autre canton. Par ces motifs, IV. Gerichtsstand. N° 23. Le Tribunal federal prononce : 113 Le recours des hoirs Eynard est admis en ce sens que le canton de Geneve est seul autorise a percevoir l'impöt sur la sucession de feu W. Feodor Eynard, decMe a Geneve le 20 Mars f 886. IV. Gerichtsstand. - Du for. Unzulässigkeit der geistlichen Gerichtsbarkeit. Inadmissibilite de la juridietion ecclesiastique. 23. Urt~eil bom 2. ~~tH 1887 in 6ad)en 6 tOPiHtn i un b @enoffen. A. ~m 1. 6eptember 1884 fd)lofi ber \$Sunbe~rat~, in feinem eigenen !.namen unb im !.namen beg stantong steilin, mit Dem ~eiligen 6tu~re ein (unterm 24. !.nobember gletd)en 3a~reg ratili~hteß) Uebminfommen ab, „~ur ffiegelung ber stird)en)er. ~iilt niffe bel' ~fatreien bdS stantonß stei~n/ fraft beffen (I!lrt. 1) "genannte ~farteien fanonifd) l)on ben \$Sigt~ümern IDlailan'c "unb ~omo fog getrennt unb unter bie geiftlid)e ~bminiftration "eineß ~rii(aten, mit bem stitel eineg a\oj'tolifd)en ~Dminifta- I,torg beg Sfantong steifin, gefteHt "urben," beifen @rnennung (~tt. 2) I/Durd) ben ~eHigen 6tu~ljj ~u gefd)e~en ~atte. 3n leßterer ~infid)t flemetft jeDod) ba~ bei I!lbfd)lun beg Uebmin. fommeng ertid)tete ~rotofof If ban IImit \$Se~ug auf bie ma~l fIber ~um I!Imte eineg a~oftolifd)en I!lbminifiratorg \)onstef~n „~u berufenDen ~etfon ber munbe~rat~ lid) auf bie IDlitt~eilung "beruft, ",eld)e 6. @. ber .Rarbinaf 3afobini ben 20. Dftober „,1883 an ~etn ffiagaAAt, ~riifibenten beg 6taat~rat~eg beg I,stantonß steifin, gerid)tet qat. jj ~er .I!lt. 3 beg er",ii~nten Uebereinfommen~ beftimmt fd)lienlid), ban " faf1~ ber stitUlar I,bor ber

enbgiHtigen Drganiiation ber mrd }en\er~äftltiffe ber II~faneien beg .Rantong steffin mit  
Stob abge~en follte, ber „\$Sunbeßrat~, ber stauton steffin unD ber ~emge ~tu~l fid)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.